

Thaïlande, retour à la case départ ou presque

Arnaud Leveau

10 Septembre 2024

À propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur :

Arnaud Leveau est membre du comité d'orientation d'Asia Centre. Il a plus de 20 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique dans les domaines des affaires et de l'industrie (Danone, Airbus, Sciaci Saint Honoré, Altra Strategies), des affaires gouvernementales (Ministère français des Affaires étrangères) et des centres de recherche en science politique. Il a travaillé au Centre d'Études de l'ASEAN de l'Université Chulalongkorn à Bangkok (Thaïlande), au Centre d'Études sur l'Asie du Sud-Est de l'Université de Kyoto (Japon) et à l'Institut d'Études de l'Asie de l'Est de l'Université Sogang à Séoul (Corée du Sud). Il a également occupé le poste de Directeur adjoint de l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine à Bangkok. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut d'Asie Orientale de l'École Normale Supérieure de Lyon en France. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est. Ses recherches portent principalement sur les questions de sécurité, de défense et de relations internationales dans la région Indo/Asie-Pacifique.

Thaïlande, retour à la case départ ou presque Résumé exécutif

- Le premier ministre thaïlandais Srettha Thavisin a été démis de ses fonctions par la cour constitutionnelle le 14 août 2024.
- Paetongtarn Shinawatra (surnommée Ung Ing) a été élue Première ministre le 16 août.
- Agée de 37, diplômée en science politique de l'université Chulalongkorn, Paetongtarn est la seconde femme et la troisième Shinawatra à devenir Premier ministre.
- Les équilibres au sein de la coalition gouvernementale menée par le Pheu Thai depuis août 2023, n'ont pas été fondamentalement modifiés. Le Parti démocrate, farouche opposant au Pheu Thai a accepté de rejoindre la coalition, illustrant un nouvel accord entre le clan Shinawatra et les milieux conservateurs.
- Face au risque représenté par le Move Forward/Parti du peuple en matière réforme institutionnelles les élites traditionnelles ont décidé de soutenir à nouveau le clan Shinawatra, qui apparaît aujourd'hui comme plus respectable.
- Les milieux conservateurs se sont toutefois assurés d'avoir suffisamment de moyens de pression pour limiter les marges de manœuvres des Shinawatra et du Pheu Thai et éviter un retour aux anciennes dérives.
- La nomination de Paetongtarn, le report du procès de Thaksin pour lèse-majesté à juillet 2025 et l'exil de sa sœur à l'étranger font partis de ces moyens de pression.
- Thaksin aujourd'hui âgé de 75 est un homme pressé et rien ne garantit qu'il sera sensible à ces pressions au risque de provoqué une nouvelle crise avec les milieux conservateurs.

Thaïlande, retour à la case départ ou presque

Une semaine tout juste après la dissolution du principal parti d'opposition thaïlandais, le *Move Forward*¹ le 7 août 2024, la cour constitutionnelle thaïlandaise a de nouveau frappé un grand coup en ordonnant le 14 août 2024 la révocation du Premier ministre Srettha Thavisin pour une violation des [normes éthiques constitutionnelles](#). Srettha était accusé par quarante sénateurs conservateurs d'avoir enfreint des règles éthiques fixées dans la Constitution, en ayant brièvement nommé comme ministre après du cabinet du Premier ministre Pichit Chuenban, un avocat condamné en 2008 à six mois de prison dans une affaire de [corruption](#). Thavisin, homme d'affaires ayant fait fortune dans l'immobilier, savait dès son élection en août 2023 qu'il était là pour gérer le retour dans l'ancien Premier ministre en exil, Thaksin Shinawatra et pour mettre le pied à l'étrier à la fille de ce dernier, Paetongtarn Shinawatra, surnommée Ung Ing. Les choses sont sans doute allées un peu plus vite qu'il ne l'escomptait mais il a accepté sans émotions la décision de la cour constitutionnelle et a immédiatement quitté ses fonctions, laissant le rôle de Premier ministre par intérim à Phumtham Wechayachai, un ancien militant communiste et un des premiers hommes politiques à avoir rejoint Thaksin en 1998. Au cours des 11 mois de son mandat, Srettha n'aura pas réussi à relancer l'économie comme il s'y était engagé lors de sa nomination. De son mandat, il restera essentiellement la loi sur la légalisation du [mariage homosexuel](#) de décembre 2023. Ses nombreux déplacements à l'étranger² et son activisme à promouvoir la construction d'un [pont terrestre](#) entre Chumphon sur la côte est de la Thaïlande et le golfe de Siam ont également permis de replacer la Thaïlande sur les écrans radars.³ Ses projets de recriminalisation du cannabis et l'allocation de 10 000 baths (~260 euros) à plus de 40 millions de thaïlandais dans le cadre du projet de portefeuille digital ont provoqué de nombreux de remous. La reprise de ce projet par le gouvernement de Paetongtarn continue de faire débat.

Le changement dans la continuité

L'équilibre des sièges au parlement n'ayant pas été modifié et les alliances n'ayant pas significativement bougées au sein de la coalition gouvernementale, le poste de Premier ministre devait revenir à un membre du même parti que Srettha Thavisin, le [Pheu Thai](#). Au sein du parti, le choix portait entre l'ancien ministre de la Justice Chaikasem Nitsiri et Paetongtarn Shinawatra. C'est cette dernière qui a été rapidement choisie par le [comité exécutif](#) du parti. Son élection par le parlement a été confirmée dès le 16 août avec 319 voix pour, 145 contre et 27 abstentions. Deux jours plus tard, Thaksin Shinawatra qui était encore en liberté conditionnelle a retrouvé de manière anticipée l'ensemble de sa liberté de mouvement avec l'application d'une [grâce royale](#) accordée à l'occasion de l'anniversaire du roi le 28 juillet à 7 500 prisonniers. Il est

¹ C.f : Dissolution du parti Move Forward, bis repetita et l'histoire continue, brève d' [Asia Centre du 14 août 2024](#)

² Douze déplacements dans seize pays, dont six missions en Europe entre janvier et mai 2024

³ C.f : Thaïlande : de nouveau sur les écrans radar, brève d' [Asia Centre du 29 mai 2024](#)

toutefois toujours sous le coup d'une accusation de crime de lèse-majesté pour des propos tenus dans un média coréen en 2015. Le procès qui devait se tenir cette année a été [reporté](#) à juillet 2025.

Bien que toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt, Thaksin qui a été Premier ministre de 2001 à 2006, était rentré en Thaïlande en août 2023 après 15 ans d'exil. Il avait quitté le pays suite au coup d'Etat de 2006 mené par le général Sonthi Boonyaratglin, avec l'aval des milieux conservateurs. Son retour s'est fait de manière simultanée avec la formation de la coalition gouvernementale menée par Srettha. Cette dernière était initialement constituée de onze partis, dont deux partis pro-armée (*Palang Pracharat* et *United Thai Nation*) ainsi que du *Bhumjaithai* d'Anutin Charnviakul. Ce parti sans véritable base idéologique est habitué à faire basculer les majorités d'un côté ou de l'autre. Cela a été une fois de plus le cas en 2023. En soutenant un gouvernement mené par le *Pheu Thai*, il a permis aux milieux conservateurs avec la complicité de Thaksin d'empêcher la constitution d'un gouvernement mené par le parti réformateur *Move Forward*. Ce dernier était pourtant largement arrivé en tête des élections (37.99% des voix avec plus de 14 millions d'électeurs) en attirant aussi bien la jeunesse, certains milieux d'affaires que d'anciens supporters de Thaksin. La volonté du *Move Forward* d'amender la loi sur le Lèse-Majesté et de réduire le rôle de l'armée dans la société a, à son corps défendant, redonné un vernis de respectabilité à clan Thaksin pourtant honnis par une bonne partie des milieux conservateurs. La marginalisation du *Move Forward* était sans doute au cœur des négociations visant à garantir le retour de Thaksin et pour permettre à son parti de prendre la tête du gouvernement.

Une nouvelle feuille de route et de vieilles recettes

La composition du nouveau gouvernement mené par Paetongtarn est une bonne illustration de la mise en pratique de ces nouveaux équilibres politiques et de l'apparition d'alliances a priori improbables.

Les négociations pour la constitution du gouvernement ont été rondement menée. Cela laisse supposer que les grands équilibres du gouvernement précédent ont été maintenus et que les négociations avaient été anticipées par les principales parties prenantes. Le gouvernement compte 35 membres (ministre et vice-ministre) issus de sept partis⁴ représentés en fonction de leur poids au parlement mais aussi de la nature des négociations qu'ils ont eues avec le *Pheu Thai*. De manière surprenante, le Parti démocrate a accepté de rejoindre la [coalition](#) gouvernementale après avoir été l'un des plus fervent opposants au *Pheu Thai* ou à ses représentations précédentes.

⁴ Le *Pheu Thai* a obtenu 17 postes dont la Défense, les Transports, la Santé, les Finance, Tourisme et Sport, Economie digitale, les Affaires étrangères, le Commerce et la Culture. Le *Bhumjaithai* a obtenu huit postes dont les ministères de l'Intérieur, celui du Travail et celui de l'Education. L'*United Nation Party* (Armée) a reçu quatre postes dont l'Energie et l'Industrie. Le *Thamnat Prompow Group* (faction dissidente du *Phalang Prachath*, pro-armée) a trois postes dont le ministère de l'Agriculture. Le *Chart Thai Pattana* (parti de la région de Suphan Buri) a obtenu le poste de ministre du Développement social. Le *Prachachart* (parti dont la base électorale est au sud de la Thaïlande) a obtenu le poste de ministre de la Justice. Enfin le Parti démocrate a reçu deux postes dont celui de ministre des Ressources naturelles et de l'environnement.

Le soutien du Parti démocrate est venu compenser la perte du [soutien](#) du parti pro-militaire, *Palang Pracharath* (PPRP). Les relations entre Thaksin et le Général Prawit Wongsuwon, fondateur du PRPP et cheville ouvrière du Coup d'Etat de 2014 mené contre Yingluck, la sœur cadette de Thaksin, restent compliquées. Malgré son âge avancé (79 ans) Prawit nourrit toujours pour lui-même de grandes ambitions politiques et pourrait constituer un obstacle important pour le nouveau gouvernement.

De son côté, le *United Thai Nation Party*, créé par l'ancien poulain de Prawit, le Général Prayut Chan-o-cha (Premier ministre de 2014 à 2023 et actuel membre du Conseil privé du roi) a est resté dans la coalition gouvernementale. Les relations entre Prawit et Prayut, deux anciens du 21e régiment d'infanterie, ([garde de la reine](#)) se sont détériorées au cours du mandat de Prayut à la tête du gouvernement. Cela a conduit à la scission de la représentation politique de l'armée en deux partis. Des tensions internes entre factions au sein du *PPRP* pourrait conduire le parti à se scinder une nouvelle fois. D'ailleurs une faction dissidente, le groupe de Thamanat Prompow, a rejoint malgré l'opposition de Prawit la coalition gouvernementale.

La feuille de route du gouvernement est fortement inspirée par le programme de relance économique en 14 points «[Vision Thailand](#)» présenté par Thaksin en personne le 22 août devant un parterre d'homme d'affaires dont Dhanin Chearavanont (*CP Group*) et Keeree Kanjanapas (*BTS Group*). Le plan suggère notamment de restructurer la dette des ménages et de légaliser une partie de l'économie sous-terrainne comme les jeux en ligne.

Un retour en grâce sous contrôle

Si la destitution de Srettha a accéléré le retour en grâce du clan Shinawatra, elle n'a sans doute pas été souhaité par ce dernier. Il semblerait que Thaksin mais aussi son ex-femme, Potjaman Na Pombejra aient longtemps été opposés à la nomination de leur fille au poste de Premier ministre, notamment pour éviter que cette dernière ne devienne la cible de campagnes de déstabilisation voire d'un nouveau coup d'Etat. Thaksin aurait préféré que Paetongtarn reste en retrait et qu'elle gagne en expérience politique pour la préparer à mener la campagne pour les élections législatives qui se tiendront en 2027.

Si l'objectif de Thaksin était de consolider le pouvoir du *Pheu Thai*, la nomination d'un proche allié comme Chaikasem Nitsiri aurait pu fait l'affaire à court terme tout en protégeant Paetongtarn d'éventuelles attaques judiciaires. Reste à comprendre pourquoi Thaksin a finalement changé d'avis. Il est possible que ce soit pour préserver l'équilibre précaire établi entre ses forces et celles des milieux conservateurs. Ces derniers n'ont pas accepté de soutenir Thaksin par choix. Ils l'ont fait pour éviter la constitution d'un gouvernement menée par le *Move Forward / People's Party*.

Pour ce faire, les milieux conservateurs ont eu besoin de [gages](#) pour s'assurer Thaksin resterait cette fois sous contrôle. La nomination de Paetongtarn, le report de son procès en lèse-majesté et le fait que sa sœur et ancien Première ministre Yingluck soit toujours exilé à l'étranger sont sans doute les meilleures garanties

obtenues par l'armée et les élites conservatrices pour préserver leurs réseaux d'influences et les positions qui vont avec.

Les faits et gestes du clan Shinawatra et des ministres *Pheu Thai* seront minutieusement examinés par les milieux ultra-monarchistes, l'armée, les oligopoles économiques familiaux mais aussi par les institutions judiciaires et la haute fonction publique. Rien ne leur sera épargné. Thaksin est prévenu. Le fait qu'il se soit présenté devant le tribunal le 19 août 2024 vêtu d'une chemise jaune, signe bien identifiable de respect de la monarchie et du souverain, illustre cette nouvelle allégeance. La question est de savoir si cette dernière est réelle ou surjouée.

Chat échaudé craint l'eau froide

En cinq années de pouvoir (2001-2006), Thaksin a fait preuve d'un volontarisme et d'un interventionnisme peu habituel pour un dirigeant thaïlandais. Il a déployé son action sur trois plans : économie, société civile et système politique. Il a mis l'accent sur le développement national et le renforcement du marché intérieur tout en tentant de réduire les poches récurrentes de pauvreté notamment dans le Nord-Est. Pour réaliser ses objectifs, il imposa un style que l'on pourrait qualifier de « brutal » et qui provoqua de nombreuses réactions d'hostilité. Son ambition était de s'emparer de tous les leviers de l'Etat pour assurer une croissance économique favorable aux milieux d'affaires et au marché domestique. Finalement le bilan économique des années Thaksin a été plutôt positif. Sous ses deux mandats⁵ la Thaïlande est redevenue une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est. Les fondamentaux macro-économiques ont été stabilisés et la bourse de Bangkok enregistra la deuxième plus forte progression en 2003. Après des années de crise, les entreprises ont pu renouer avec les bénéfices et l'industrie pu amorcer son désendettement.

Il ne s'est toutefois pas contenté de vouloir influencer sur l'économie, il a aussi cherché à remodeler la société thaïlandaise et à contrôler le jeu politique. Il a voulu briser les habitudes politiques et le consensus traditionnel. De cette manière, il a contribué à mettre en lumière les archaïsmes de la société thaïlandaise. Ses manières provocatrices et son style impérieux ont brusqué une classe politique très codifiée dans ses comportements hiérarchiques et son rituel. Sa volonté de pouvoir l'a conduit à une collision avec le pouvoir royal qu'il semblait vouloir défier. Produit du système politique, la figure de Thaksin a finalement échappé à ses concepteurs. S'il reste détesté par certains militaires et les milieux conservateurs, c'est aussi parce ces derniers se rappellent avoir été à plusieurs reprises mêlés à ses affaires et qu'ils ont pour contribué à son ascension politique. Le rapprochement inéluctable de la succession au trône a été un des facteurs déterminant du coup d'Etat de septembre 2006, dont les auteurs voulaient éviter à tout prix qu'elle survienne à un moment où Thaksin aurait détenu un pouvoir considérable.

Depuis 2016, la Thaïlande vit sous le règne d'un nouveau souverain. Les neuf années (2014-2023) de pouvoir de Prayut Chan-o-cha ont permis le retour à un ordre institutionnel plus traditionnel. Toutefois les

⁵ Le second mandat a été écourté par le coup d'Etat de 2006.

secousses provoquées par les deux mandats de Thaksin se font encore sentir. La parole s'est libérée. Depuis d'autres groupes encore plus réformateurs ont vu le jour. Le *Move Forward* dissout en août 2024 s'est reformé sous le nom du Parti du Peuple. Ce dernier promet des réformes institutionnelles comme la révision de la loi sur la lèse-majesté.

Thaksin est de retour mais « chat échaudé craignant l'eau froide », les milieux conservateurs semblent avoir pris toutes leurs précautions pour s'assurer que les anciennes dérives de Thaksin ne puissent pas se répéter. Paetongtarn sera donc sous surveillance constante. Rien à savoir si elle arrivera à imposer un style de gouvernance qui lui est propre et à s'émanciper partiellement de la tutelle familiale. Elle aurait tout à gagner à développer une ligne plus consensuelle qui lui permettrait de tenir jusqu'à la fin de son mandat et de travailler sur un renouvellement des alliances pour les élections de 2027, pouvant inclure des partis plus réformateurs. Mais au rythme où va la politique thaïlandaise, 2027 est loin. Beaucoup d'eau aura couler sous les ponts du Chao Praya et le paysage politique ne sera sans doute plus exactement le même.

Thaïlande, retour à la case départ ou presque Trombinoscope

			
<p>Paetongtarn Shinawatra PM -août 2024 fille de Thaksin Shinawatra et nièce de Yingluck</p>	<p>Thaksin Shinawatra PM de 2001 à 2006 En exil de 2006 à 2023 suite à un coup d'Etat</p>	<p>Yingluck Shinawatra PM 2011 – 2014 En exil suite à un coup d'Etat</p>	<p>Srettha Thavisin PM 2023-2024 Démis par la cour constitutionnelle</p>
			
<p>Somchai Wongsawat PM de sept. à déc. 2008, démis par décision de la cour constitutionnelle</p>	<p>Phumtham Wechayachai PM par intérim Aout-Septembre 2024 DPM/MOD</p>	<p>Anutin Charnvirakul DPM (Santé puis Intérieur) Parti Bhumjaithai</p>	<p>Newin Chidchob Fondateur du Parti Bhumjaithai</p>
			
<p>Prayut Chan-o-cha Conseiller privé du roi PM de 2014 – 2023</p>	<p>Prawit Wongsuwan Ex DPM & min. def Mentor de Prayut</p>	<p>Chaikasem Nitsiri Ancien ministre de la Justice de Yingluck</p>	<p>Potjaman Na Pombejra Ancienne épouse de Thaksin et mère de Paetongtarn</p>